Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA LOI SUR LA LIMITATION DE LA PROPRIÉTÉ DES ACTIONS DES SOCIÉTÉS

ON DEMANDE SI LES PROVINCES ONT ÉTÉ CONSULTÉES

L'hon. Jake Epp (Provencher): Madame le Président, je voudrais poser au ministre de la Consommation et des Corporations quelques questions qui font suite à celles que lui a adressées mon chef hier. Il se rappelle sûrement que ce dernier lui a demandé pourquoi le bill S-31 avait été déposé au Sénat et non pas à la Chambre des communes et si l'on pouvait débattre de cette question.

Étant donné la consternation que jette ce projet de loi chez tous ceux qui sont directement visés, c'est-à-dire les gouvernements provinciaux, je voudrais demander au ministre s'il y a eu des consultations au sujet de la nature et de l'esprit du bill S-31 avant sa présentation au Sénat. En outre, toujours à la lumière de la consternation que jette ce projet de loi, peut-il nous dire s'il a consulté les provinces après le dépôt du projet de loi au Sénat, et dans l'affirmative, peut-il nous faire rapport sur ces consultations?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Madame le Président, je ne sais pas où l'honorable député a remarqué qu'il y avait consternation. Au contraire, je crois que ce projet de loi a été bien accueilli par tous les milieux d'affaires du pays. De plus, je pense qu'il l'a été également par toutes les provinces qui reconnaissent clairement la primauté du gouvernement canadien dans les domaines du transport qui font justement l'objet de ce projet de loi.

[Traduction]

M. Epp: Madame le Président, je ne pense pas que le ministre ira jusqu'à prétendre que le projet de loi a été bien accueilli par l'entreprise privée et que les provinces sont d'accord avec ce bill, et personne d'ailleurs ne met en doute la primauté du gouvernement fédéral dans ce domaine. On peut cependant être surpris de voir que le fédéralisme coopératif dont le premier ministre a annoncé la disparition avant d'essayer de le ressusciter il y a deux semaines n'a plus beaucoup d'importance dans les faits pour le gouvernement, si l'on en croit les actions du Ministre. C'est là que réside le problème.

Des voix: Bravo!

L'APPLICATION AUX LIGNES ÉLECTRIQUES

L'hon. Jake Epp (Provencher): Je voudrais poser au même ministre une question supplémentaire au sujet des dispositions législatives qui concernent les transports et de ce qu'il appelle la primauté fédérale, que personne ne conteste. Par exemple, les lignes transportant l'hydro-électricité ne sont pas directement mentionnées dans le projet de loi et ne sont pas considérées de la même façon que les pipe-lines. Cependant, le ministre a fait une allusion à la partie III de la loi sur l'Office national de l'énergie qui, elle, vise les lignes à haute tension. Ces dernières sont-elles touchées par les dispositions du projet de loi? Les lignes électriques qui servent à exporter de l'électricité sont-elles visées par le projet de loi, comme elles le sont par la partie III de la loi sur l'Office national de l'énergie?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Madame le Président, je voudrais rappeler à l'honorable député que les principes qui nous ont portés à agir au sujet de cette loi ont pour but d'éviter dans l'avenir des conflits avec les provinces. Nous avons pensé qu'il était important de le faire maintenant, afin d'éviter de mauvaises interprétations et d'être obligés de redresser des situations qui pourraient survenir plus tard. A ma connaissance, aucune province, actuellement, à part une par l'entremise d'un ministre, n'a réagi à l'adoption de ce projet de loi. Il n'y a qu'un seul ministre provincial qui ait répondu à ce jour au sujet de ce projet de loi, et c'est le ministre des Transports du Québec. Je ne sais pas si l'honorable député a reçu des directives du Parti québécois de poser des questions à la Chambre aujourd'hui, mais à ma connaissance c'est le seul gouvernement qui a eu une réaction à ce projet de loi jusqu'à maintenant.

Nous ne voulons pas nous battre avec les provinces. Il n'est pas question de faire cela. Ce projet de loi établit clairement les règles du jeu pour l'avenir, et protège de façon bien définie et bien claire la primauté du gouvernement fédéral dans ce domaine. L'honorable député pose une question précise concernant les lignes de transmission d'électricité. Je peux lui dire que s'il lit clairement cette loi, il constatera qu'elles ne sont pas en cause. S'il veut qu'on ajoute un amendement à la loi, on en tiendra compte en temps et lieu.

• (1420)

[Traduction]

ON DEMANDE AU MINISTRE DE CONSULTER LES PROVINCES

L'hon. Jake Epp (Provencher): Madame le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre, qui se défend en se livrant à des attaques personnelles. Il est libre de le faire s'il se croit obligé de s'abaisser à ce niveau. C'est simplement un signe de détresse. Je n'insisterai pas.

Le ministre prétend qu'il ne veut pas s'engager dans un conflit avec les provinces et qu'il souhaite éviter tout problème à l'avenir. Il sait pourtant que la mesure législative peut être rendue rétroactive par l'intermédiaire des tribunaux. Puisque le ministre le sait, qu'essaie-t-il donc d'éviter? Il affirme que la mesure n'est pas dirigée contre les provinces; or c'est bel et bien le cas, que l'on songe à Northlands Rail, à B.C. Rail ou au réseau de transport servant à l'industrie de la potasse; la liste est longue.

Quand le ministre acceptera-t-il de discuter de ces questions avec les autorités provinciales, s'il veut vraiment éviter tout conflit et promouvoir le fédéralisme coopératif? Il sait parfaitement qu'il se dirige vers l'épreuve de force qu'il prétend pouvoir éviter.

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Madame le Président, le député peut bien poser cette question une douzaine de fois s'il le veut. Dans sa première question, il a parlé de réactions de consternation; il n'y en a pas, madame le Président. Jusqu'à présent, un seul ministre provincial a fait une déclaration. Les personnes qui ont lu le projet de loi et qui comprennent de quoi . . .